



« Tournons la page » ne reconnaît pas les résultats de l'élection présidentielle et soutient les Burundais qui refusent la mascarade électorale de Pierre

Nkurunziza

Communiqué de la campagne « Tournons la page », le 24 juillet 2015

Malgré les appels de la communauté internationale, les conseils de responsables des confessions religieuses, l'appel de la société civile Burundaise, les manifestations de l'opposition politique et de la société civile, les menaces de sanctions économiques et de suspension de coopération, Pierre Nkurunziza s'est porté candidat à l'élection présidentielle pour un troisième mandat, violant ainsi la constitution de son pays et les Accords de paix d'Arusha. Ce coup de force aura des conséquences négatives sur les processus de démocratisation des autres pays de la région concernés par la limitation du nombre de mandats dans la constitution : RDC, Congo Brazzaville et Rwanda¹.

Aucune condition n'a été remplie pour garantir l'organisation d'élections libres, transparentes, inclusives, apaisées et équitables. Répression policière disproportionnée, violences des jeunes militants politiques Imbonerakure du CNDD-FDD, attentats, échec des négociations entre partis politiques d'opposition et pouvoir et échec de la médiation de l'Union Africaine ont entaché la crédibilité du processus électoral. L'Eglise catholique s'est retirée des commissions électorales indépendantes et l'Union européenne a arrêté de soutenir le processus électoral. L'élection présidentielle a tout de même eu lieu ce mardi 21 juillet 2015, dans un climat de violence. Comme pour les élections législatives, la crédibilité du processus électoral dans son intégralité est nulle. A l'approche de nombreux scrutins en Afrique, la communauté internationale est interpellée sur sa volonté de soutenir plus globalement des processus électoraux crédibles.

Le risque est élevé de voir le pays basculer dans une guerre civile ou déstabiliser la région. Le Burundi, fragilisé par son passé récent de guerre civile, s'enferme par les deux fausses élections de 2015 dans une impasse qui ne peut conduire qu'à de nouvelles violences et à un arrêt de toute évolution démocratique et d'installation de l'Etat de droit.

¹ Au Rwanda, le parlement vient de valider l'idée d'une modification constitutionnelle pour permettre un nouveau mandat, et au Congo-Brazzaville, le parti au pouvoir a organisé un monologue présenté comme dialogue national en vue d'appuyer un changement de constitution pour lever la limitation du nombre de mandats.

Dans ces conditions, les membres de la campagne « Tournons la page » demandent au gouvernement français, à l'Union Européenne, à l'Union africaine et à la communauté internationale de :

- ne pas reconnaître les résultats des élections législatives du 29 juin 2015 et de la présidentielle du 21 juillet 2015,
- d'exiger en toutes circonstances le respect et l'application de la Charte Africaine sur la démocratie, les élections et la gouvernance, à laquelle le Burundi est partie,
- suspendre l'aide budgétaire et sectorielle directe aux autorités burundaises, et en particulier pour l'UE, appliquer les sanctions prévues par l'article 96 de l'Accord de Cotonou, comme le demande le Parlement européen dans sa résolution du 9 juillet², en assurant un soutien technique et financier à la société civile burundaise,
- soutenir les négociations menées par l'ONU et la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE),
- s'impliquer pour faire cesser les violences, actes d'intimidation et autres, à l'encontre des individus opposés au troisième mandat de Pierre Nkuruziza, et en particulier désarmer les milices Imbonerakure et la population civile en général, en lien avec les observateurs civils et militaires de l'Union Africaine,
- offrir protection, y compris par la délivrance de visa, aux défenseurs des droits humains et à leurs familles menacées,
- définir un régime de sanctions à l'encontre du Président Pierre Nkurunziza et des responsables politiques, policiers et militaires, impliqués dans le coup d'Etat constitutionnel, dans la répression contre les manifestants, les partis politiques d'opposition et les médias indépendants et dans les atteintes aux droits humains : gel et surveillance des avoirs, interdiction de visa³,
- mettre tout en œuvre pour combattre l'impunité, en particulier en soutenant l'intervention de la cour pénale internationale (CPI) au travers d'une enquête sur les crimes commis tout au long du processus électoral.

Tournons la page, le 24 juillet 2015

Précédents communiqués de Tournons la page sur le Burundi :

26 mai 2015, Burundi : la France et l'Europe doivent condamner le coup d'Etat de Nkurunziza
<http://tournonslapage.com/burundi-la-france-et-leurope-doivent-condamner-le-coup-detat-de-nkurunziza/>

27 avril 2015, Burundi : « Tournons la page » appelle Pierre Nkurunziza à faire cesser les violences

² <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+TA+P8-TA-2015-0275+0+DOC+PDF+V0//EN>

Confirmé par l'Ue (SEAE) le 23 juillet 2015 à 18h30 : http://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2015/07/23-eeas-mogherini-burundi?utm_source=dsms-auto&utm_medium=email&utm_campaign=D%C3%A9claration+de+la+Haute+Repr%C3%A9sentante+Federica+Mogherini+au+nom+de+1%27Union+europ%C3%A9enne+suite+%C3%A0+1%27%C3%A9lection+pr%C3%A9sidentielle+au+Burundi

³ Voir les conclusions du Conseil européen sur le Burundi du 22 juin 2015 :

<http://dsms.consilium.europa.eu/952/system/newsletter.asp?id=3935320D3432330D3832340D32363238390D323335350D300D43384231303931300D310D0D300D323134370D372E352E342E31323430390D31>

<http://tournonslapage.com/burundi-tournons-la-page-appelle-pierre-nkurunziza-a-faire-cesser-les-violences/>